



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 20 décembre 2012

18086/12

**PE 615
INST 750
BUDGET 62
ECOFIN 1109
STATIS 111**

NOTE

du: Secrétariat Général du Conseil
aux: délégations

Objet: Compte-rendu de la réunion de la **commission des affaires constitutionnelles (AFCO)**, tenue à Bruxelles les 17 et 18 décembre 2012

La réunion a été présidée par M. CASINI (PPE, IT) et Mme LE GRIP (PPE, FR).

Point 4 à l'ordre du jour

Développements au sein de la COSAC

AFCO/7/02450

- Échange de vues avec M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ (S&D, ES), vice-président, responsable des relations avec les parlements nationaux et la COSAC

M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ (S&D, ES) s'est félicité de ce que les réunions de Copenhague et de Nicosie aient été marquées par une amélioration dans les relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen, développement qu'il a attribué à la décision des représentants du Parlement européen de ne plus réagir systématiquement aux interventions critiques à l'égard de l'UE et de laisser aux parlements nationaux le soin de prendre la défense des institutions. Il a également relevé que les parlements nationaux témoignaient un intérêt accru pour les questions européennes et prenaient conscience de la nécessité d'accroître leur implication dans les discussions actuelles.

M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ a par ailleurs noté que la Commission avait pris conscience que, dans ses interventions à la COSAC, elle avait tendance à s'adresser davantage aux parlements nationaux qu'au Parlement européen. Il s'est en outre félicité que, pour chacun des principaux points clés à l'ordre du jour de la COSAC, des représentants du Parlement européen aient été invités à s'exprimer en tant qu'orateurs principaux.

M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ a regretté que la COSAC néglige le thème de la subsidiarité, qui correspond pourtant à ses fonctions, et relevé la tendance au développement de conférences sectorielles, relatives en particulier à la PESC et à la gouvernance économique. S'agissant de la PESC, il s'est félicité que le Parlement européen ait réussi à faire reconnaître sa spécificité par rapport aux parlements nationaux et émis le souhait que ce précédent soit suivi dans d'autres domaines. À cet égard, M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ, rejoint par GURMAI (S&D, HU), a regretté le faible degré de participation des députés européens aux conférences interparlementaires.

M. CASINI (PPE, IT) a partagé l'analyse de M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ, alors que Mme GURMAI a appelé les parlements nationaux à suivre la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

M. DUFF (ALDE, UK) a considéré que la position du Parlement européen au sein de la COSAC serait toujours anonyme, en raison de la nature fédérale de l'UE. Il a jugé important de mettre en œuvre l'article 13 du TSCG et appelé le Parlement européen à prendre l'initiative à ce sujet.

M. GUALTIERI (S&D, IT) s'est félicité de l'amélioration de l'atmosphère à la COSAC et a souligné la différence des rôles des parlements nationaux et du Parlement européen. M. GUERRERO SALOM (S&D, ES) a mis en garde contre le risque de dilution du rôle du Parlement européen face au développement de la coopération sectorielle entre parlements nationaux et appelé AFCO à être vigilante à ce sujet.

M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ a affirmé que les tensions entre le Parlement européen et les parlements nationaux n'étaient pas inévitables, pour autant que leurs compétences respectives soient bien délimitées. Il a souligné qu'il n'était pas préoccupé par le développement d'une coopération sectorielle entre parlements nationaux, telle qu'envisagée par le Conseil européen.

Point 5 à l'ordre du jour

Projet de protocole sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la République tchèque (consultation)

AFCO/7/07564

Rapporteur: M. DUFF (ALDE, UK)

- Examen du projet de rapport

M. DUFF (ALDE, UK) a présenté son troisième rapport sur le protocole tchèque. Il a indiqué que les modifications apportées à son deuxième rapport visaient à souligner l'importance de l'égalité des droits (considérant K) et à souligner qu'il serait prématuré pour les États membres de débiter la ratification du protocole avant que le parlement tchèque n'y ait procédé (considérant S). M. DUFF a indiqué qu'il n'appellait plus à rendre un avis négatif sur le protocole, mais proposait désormais que le Parlement européen se félicite que le Conseil européen l'ait consulté.

Mme BRZOBOHATÁ (S&D, CZ) a considéré que, depuis octobre, davantage de sénateurs socio-démocrates tchèques s'opposaient au protocole et a estimé que le Conseil européen déciderait, afin de garantir l'égalité des droits des citoyens, de ne pas discuter du protocole tchèque. Mme ČEŠKOVÁ (ECR, CZ) a estimé que la troisième version du projet de rapport était positive, tout en marquant son désaccord avec l'assertion selon laquelle le protocole tchèque avait pour seul effet de créer une insécurité juridique (considérant J). Mme ČEŠKOVÁ a en outre jugé que le Parlement européen ne devrait pas faire état de ses doutes quant à la volonté du parlement tchèque de ratifier le protocole. M. SCHÖPFLIN (PPE, HU) a jugé qu'il serait imprudent pour les États membres d'entamer la ratification du protocole avant que la République tchèque n'y ait procédé.

Calendrier:

Délai de dépôt des amendement: 17 janvier;

Vote par AFCO: février.

Point 6 à l'ordre du jour

Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: examen annuel de la croissance 2013

AFCO/7/10959

Rapporteur pour avis: M. RANGEL (PPE, PT)

Rapporteur pour la commission compétente au fond (ECON): Mme FERREIRA (S&D, PT)

- Examen du projet d'avis

M. RANGEL (PPE, PT) a souligné que son avis portait sur les aspects institutionnels du semestre européen et insisté à cet égard sur la nécessité d'un rôle accru pour le Parlement européen, qui devrait en particulier être consulté par la Commission avant la publication de l'examen annuel de croissance.

Il a également appelé les États membres à adapter leurs procédures internes pour permettre aux parlements nationaux de jouer un rôle plus actif. Enfin, M. RANGEL a considéré qu'un accord inter-institutionnel devrait être conclu entre les trois institutions pour renforcer le contrôle démocratique du semestre européen.

Mme GURMAI (S&D, HU) a marqué son accord sur ce dernier point et a souligné l'intérêt de la confère interparlementaire de début 2013. M. DUFF (ALDE, UK) a affirmé qu'un accord inter-institutionnel risquerait de compliquer la procédure, et affirmé que le "Two pack" accroîtrait la nécessité du contrôle parlementaire.

M. RANGEL a conclu qu'il était important de disposer d'un cadre clair pour les parlements nationaux et qu'un accord inter-institutionnel permettrait de préciser les procédures à suivre.

Calendrier:

Délai de dépôt des amendement: 8 janvier;

Vote par AFCO: 21 janvier.

Point 8 à l'ordre du jour

Communication du président sur les recommandations des coordinateurs

M. CASINI (PPE, IT) a indiqué que les groupes ECR et Verts prépareraient le rapport d'initiative sur la fixation du siège des institutions et qu'AFCO préparerait un rapport d'initiative sur la question de l'adhésion à l'UE d'États issus de la scission d'un État membre.

Points 9 et 10 à l'ordre du jour

Statut et financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes
AFCO/7/10671

Rapporteur: Mme GIANNAKOU (PPE, EL)

- Examen du projet de rapport

Modification du règlement financier en ce qui concerne les partis politiques européens

Rapporteur pour avis: M. GUERRERO SALOM (S&D, ES)

Commission compétente au fond: BUDG

- Examen du document de travail

Ms GIANNAKOU (EPP, EL) stated that the meeting recently organized with the Commission and the Council had showed a willingness to find consensus. She stressed that the Commission proposal would mean that European political parties would have a European legal status, and that anything not regulated in the EU legislation would be regulated by Member States. Ms GIANNAKOU reiterated that no additional funding was needed. She said that European political parties should be represented in at least a quarter of Member States, and that she did not object to the Commission's proposal to take independent members into account. Ms GIANNAKOU stressed that European political parties should have democratic structures and respect European values, and that gender balance should be ensured. She felt that the European Parliament should make sure that European political parties fulfill the criteria laid down in the Regulation, noting that a possible compromise solution would be for AFCO to organize hearings and that the decision would be taken under the ultimate supervision of the European Court of Justice. Ms GIANNAKOU added that European political parties should be allowed to participate in referenda dealing with EU matters. She concluded that the JURI report would not be very different from her proposals, and expressed confidence in the possibility to address the Council's concerns within the timetable foreseen for the discussion of the Commission proposal.

Mr GUERRERO SALOM (S&D, ES) said that BUDG, which will be the lead committee for the examination of the Commission proposal to amend the Financial Regulation, had decided to wait until Ms GIANNAKOU's report has been adopted by AFCO before starting its work. Mr GUERRERO SALOM pointed out that the Council had taken a similar decision, which meant that he would also wait before submitting to AFCO his draft opinion on the BUDG report.

Ms GURMAI (S&D, HU) warned against over-regulation and stressed the need for adequate funding reflecting voters' support and for a transitional period allowing European political parties to adapt to the new rules. She expressed support for the involvement of AFCO and LIBE in the process of registration verification, but added that they should seek an external opinion.

Mr DUFF (ALDE, UK) indicated that he agreed with the main thrust of Ms GIANNAKOU's report. He stressed that, given that national registration will be required, the legal status of European political parties ought to be clarified. In this respect, he said that he would welcome a statement from the Belgian authorities on the way in which European political parties will be treated under Belgian law.

Mr DUFF opposed the proposal to entrust the verification of registration to a group of eminent persons or to the European Parliament, and expressed instead his preference for the establishment of an Electoral Authority. Mr DUFF questioned the requirement for European political parties to have an MEP in order to receive funding, and urged to provide for spending limits in campaigns.

Ms JÄÄTENMÄKI (ALDE, FI) agreed with Mr DUFF that the control of the respect of EU values should not be carried out by a political body, and felt that this role should instead be given to a court or to the Commission. She said that the proposal's provision on taxation was not justified and should therefore be left out. Ms JÄÄTENMÄKI added that she was not sure that a satisfactory balance had been found on the issue of flexibility in the use of funds, and said that campaigns funding should be regulated at national level.

Mr WIELAND (EPP, DE) regretted that the Commission's proposal was vague on internal democracy and felt that there was a need for additional details on the status of European political parties. He added that abuses should be investigated by courts, not by OLAF, and that funding should depend on citizens' support. Mr WIELAND added that European political parties should be able to participate in all national referenda.

Mr HÄFNER (Greens/EFA, DE) opposed providing for criteria for the registration of European political parties, saying that this decision should be left to citizens. He stressed that access to registration should rest on formal – not on political – criteria, and that funding should be linked to representation.

Mr SCHOLZ (GUE/NGL, DE) said that the Commission proposal should be amended in order to provide for an independent EU legal personality for European political parties, and regretted that the draft report did not go far enough in that respect. He also called for clarification on the authority responsible for registering European political parties and felt that, with regard to funding, larger parties should not be privileged. Mr AGNEW (EFD, UK) supported the requirement that European political parties should have at least one MEP, whilst Mr BRONS (NI, UK) said that the possibility to refuse the registration of a party should be very limited and that European authorities should not tell political parties what values they should uphold.

Ms GIANNAKOU concluded that the registration of the European political parties should take into account the views of AFCO and of a committee of eminent persons, under the supervision of the European Court of Justice. She added that the issues not covered by the Regulation should be regulated by the Member States in which the parties have their seats Ms GIANNAKOU hoped that an agreement could be reached in AFCO and with both the Commission and the Council.

Timetable:

Amendments deadline: 17 January

AFCO vote: 19 February

Point 11 à l'ordre du jour

Statistiques européennes sur la démographie

AFCO/7/11085

Rapporteur pour avis: M. CASINI (PPE, IT)

Rapporteur pour la commission compétente au fond (EMPL): M. SOGOR (PPE, RO)

- Examen des amendements de compromis
- Adoption des amendements

M. CASINI (PPE, IT) a indiqué que, en l'absence de consensus sur d'éventuels amendements de compromis, le vote sur ce point était reporté à janvier. Il a précisé que les deux points restant ouverts étaient l'impact des statistiques sur le vote au Conseil et sur la répartition des sièges au PE, d'une part, et l'utilisation du critère du lieu de résidence ou de celui de la citoyenneté, d'autre part.

Mme GURMAI (S&D, HU) a souligné que ce dossier aurait un impact sur la représentation des États membres dans les institutions, en particulier au Conseil. M. TRZASKOWSKI (PPE, PL) a considéré que le compromis proposé par M. CASINI était plus clair que celui proposé par le groupe S&D, et a souligné qu'il était crucial de préserver les prérogatives d'AFCO. M. AGNEW (EFD, UK) a douté que l'UE puisse s'assurer de la fiabilité des statistiques et a mis en garde contre le risque de double-comptabilisation des citoyens.

Point 12 à l'ordre du jour

Problèmes constitutionnels d'une gouvernance à plusieurs niveaux dans l'Union européenne AFCO/7/08793

Co-rapporteurs: MM. TRZASKOWSKI (PPE, PL) et GUALTIERI (S&D, IT)

- Examen du document de travail

Mr TRZASKOWSKI (EPP, PL) presented the working document, stressing that it proposed to look at what can be achieved under the current Treaties and to focus on the issue of multi-tier governance. He indicated that the report would address the issue of an additional fiscal capacity for the EU and of the incorporation of the Fiscal compact in the EU legal framework, as well as seek to build upon the THYSSEN report on the EMU's future. Concerning the perspectives for the EU's future, Mr TRZASKOWSKI felt that artificial distinctions between Member States should be avoided and that possible Treaty changes on institutional matters should be discussed.

Mr GUALTIERI (S&D, IT) said that a balance should be achieved between institutions and stressed that the double objective of development and integration should be pursued. He said that the European Parliament should reflect on the role it would play should the EU have a multi-tier budget, and mentioned the possible setting-up of an ECON sub-committee responsible for the euro area and making reference to the role of national parliaments. Mr GUALTIERI added that concrete proposals should be put forward in the framework of a transitory process.

Ms JÄÄTENMÄKI (ALDE, FI) said that the Commission's position had been weakened, and that the European Parliament should therefore take a stance on the intergovernmental direction taken by the EU. Citing the example of the lack of transparency of the discussions on the MFF, she stressed that Treaty changes should promote openness.

Mr DUFF (ALDE, UK) felt that the report could prepare the ground for a Convention in spring 2015, stressing that the European Parliament was in a strong position to fill the gap created by the failures of the European Council and of the Commission in their reflexion on deeper integration. He felt that the report should focus on the implications of a federal government for a fiscal union. Mr DUFF added that the European Parliament did not represent Member States and could not be split up without breaching the Treaties.

Mr BROK (EPP, DE) said that the fact that, under the existing Treaties, the European Parliament could only take decisions with the full participation of all MEPs represented a political problem. He felt that the European Parliament may overcome that problem via a gentlemen's agreement.

Mr GUALTIERI agreed with Mr BROK that European Parliament needed to have a dynamic approach, adding that the report would help the Parliament to prepare the incoming debates on the EU's future.

In this context, he felt that AFCO should have enough time to discuss all the issues involved, with a draft report made available in February.

Point 13 à l'ordre du jour

Composition du Parlement européen en vue des élections de 2014

AFCO/7/11303

Co-rapporteurs: MM. TRZASKOWSKI (PPE, PL) et GUALTIERI (S&D, IT)

- Échange de vues

Mr GUALTIERI (S&D, IT) said that, after Croatia's accession to the EU, the number of MEPs would rise to 766, and that that number would in 2014 have to be reduced to 751, in conformity with Article 14(2) TEU. He stressed that the principle of degressive proportionality allowed to strike a balance between the representation of citizens and that of Member States, but noted that it was technically impossible to fully implement that principle. Mr GUALTIERI added that the European Parliament should make full use of the ceilings provided for in Article 14(2) TEU in order to ensure a maximum level of proportionality, warning that, if the European Parliament's future composition was more degressive than its current one, its legitimacy would be further questioned.

Mr GUALTIERI also felt that the use of mathematical models would lead to a substantial redistribution of seats, which would be highly problematic since unanimous approval by Member States was required. He therefore urged pragmatism, stating that the co-rapporteurs' proposal was that no Member State should receive additional MEPs, and that no Member State should lose more than one seat.

Mr TRZASKOWSKI (EPP, PL) also stressed that the proposed solution was pragmatic, and that the only alternative would be to increase the size of the European Parliament, which would be politically unacceptable. He added that a strict application of the proposals made in the LAMASSOURE-SEVERIN report would mean that some Member States would lose more than two seats.

Mr DUFF (ALDE, UK) stressed the urgency of the question, recalling that the initial target for an agreement on the European Parliament's composition was December 2012. He felt that, in light in particular of the position taken by the German Constitutional Court, the current composition of the European Parliament was in breach of the principle of degressive proportionality. Mr DUFF added that the LAMASSOURE-SEVERIN report had never been given legal force.

Mr FOX (ECR, UK) agreed that size of the European Parliament should not be increased, adding that the figure of 751 MEPs should not be an objective.

Mr RANGEL (EPP, PT) felt that any change in the composition of the European Parliament had to be seen in conjunction with a modification of the voting rules in the Council. He added that medium-sized countries should not lose MEPs seats in order to enforce degressive proportionality, since seats could be reallocated among the bigger Member States. Mr RANGEL nevertheless stated that he found the co-rapporteurs' proposals constructive.

Ms JÄÄTENMÄKI (ALDE, FI) and Ms LE GRIP (EPP, FR) felt that the size of the European Parliament should no be increased, and stressed the importance of the principle of degressive proportionality.

Mr HÄFNER (Greens/EFA, DE), Mr LEINEN (S&D, DE) and Mr WIELAND (EPP, DE) said that the European Parliament should reflect on a solution which would not lead to new negotiations for each accession. Mr HÄFNER felt that an important redistribution of seats should be avoided, and that degressivity should apply to all Member States. He also indicated that any solution had to be both politically and legally acceptable. Mr LEINEN stressed that the principle of degressive proportionality should be respected, and found it questionable that MEPs represented constituencies of different sizes. Ms THEIN (ALDE, DE) said that the lack of proportionality in the composition of the European Parliament was not understood by German citizens, and that six MEPs per Member State should be an absolute minimum.

Mr AGNEW (EFD, UK) criticized the distortion of representativity in the composition of the European Parliament, and proposed that over-represented Member States bear the costs generated by their MEPs.

Mr TRZASKOWSKI reiterated that a pragmatic solution was needed for the time being, and that a complete overhaul of the system could only be discussed by a Convention. Mr GUALTIERI concurred, saying that this was not the appropriate time to discuss the introduction of mathematical formula.

Point 14 à l'ordre du jour

Modification du règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 en ce qui concerne le dépôt des archives historiques des institutions à l'Institut universitaire européen de Florence

AFCO/7/10948

Rapporteur pour avis: M. CASINI (PPE, IT)

Rapporteur pour la commission compétente au fond (CULT): Mme PACK (PPE, DE)

- Échange de vues

L'examen de ce point a été reporté à une réunion ultérieure.

Point 15 à l'ordre du jour

Proposition de règlement du Parlement européen sur les modalités détaillées de l'exercice du droit d'enquête du Parlement européen et remplaçant la décision du Parlement européen, du Conseil et de la Commission du 19 avril 1995 (95/167/CE, Euratom, CECA)

AFCO/7/01726

Rapporteur: M. MARTIN (S&D, UK)

- Échange de vues

M. CASINI (PPE, IT) a indiqué que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de M. DUFF(ALDE, UK), mais que, le rapporteur ne pouvant être présent, son examen était renvoyé à la réunion des coordinateurs de janvier.

Point 17 à l'ordre du jour

Prochaine(s) réunion(s)

- 21 janvier 2013, de 15 heures à 18 h 30 (Bruxelles)
- 22 janvier 2013, de 9 heures à 12 h 30 (Bruxelles)
